

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 29 mai au 4 juin 2026.

À Retenir

- Australie : Les deux géants de la grande distribution contrôlés pour promotions trompeuses

Nouvelle-Zélande : Stopper les projets d'infrastructures coûte des milliards

- Pacifique : Avertissement sur le coût économique de la montée des eaux aux Fidji

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Australie

0,3%

Croissance au T1 2026

Au T1 2026, l'économie australienne a progressé de 0,3 %, sur un trimestre, après une hausse de 0,9 % au T4 2025. Sur un an, la croissance est de 2,5 %. La consommation des ménages a augmenté de 0,5 % au T1 2026, portée par la hausse des dépenses en énergie (électricité, gaz et carburants +11,7 %). Les dépenses de biens et services essentiels progressent de 0,8 %, tandis que les dépenses discrétionnaires n'augmentent que de 0,1 %, traduisant un ajustement des comportements de consommation. L'investissement des entreprises constitue le principal moteur de la croissance, en hausse de 6,5 %, soit son niveau le plus élevé depuis le pic du boom minier de 2012. Cette performance est liée au développement rapide des centres de données en Australie. Toutefois, la forte hausse des importations de biens d'équipement associée à ces investissements se traduit par une contribution négative du commerce extérieur. Les exportations reculent de 1,1 %, enregistrant leur plus forte baisse trimestrielle en deux ans, sous l'effet des cyclones en Australie-Occidentale et dans le Queensland, qui ont perturbé les exportations de minerai de fer et de charbon. Les économistes anticipent un ralentissement de l'activité en raison des tensions géopolitiques et du resserrement monétaire. [ABS](#), [AFR](#)

AUSTRALIE

Serendipity Capital mise sur l'informatique quantique australienne

Le fonds d'investissement Serendipity Capital, cofondé par l'ancien directeur financier de la Commonwealth Bank Rob Jesudason, a investi 5 millions de dollars américains (environ 7 millions AUD) dans la start-up australienne QuantX Labs, spécialisée dans les technologies quantiques. Basée à Adélaïde, l'entreprise développe des horloges quantiques ultra-précises et des systèmes de navigation avancés. La technologie de QuantX Labs a déjà été utilisée dans une mission spatiale menée par SpaceX, soulignant le potentiel stratégique et commercial de ses solutions. L'investissement de Serendipity intervient dans un contexte d'intérêt croissant pour les technologies de souveraineté, notamment dans les secteurs de la défense, du spatial et des infrastructures critiques. Le tour de table illustre également l'ambition de l'Australie de se positionner comme acteur crédible dans la course mondiale à l'informatique quantique, face aux États-Unis, à la Chine et à l'Europe. Pour Serendipity Capital, ce pari s'inscrit dans une stratégie ciblant des technologies de rupture à fort potentiel industriel. Cet investissement confirme que le quantique n'est plus seulement un sujet de recherche académique mais devient un enjeu géopolitique, avec des investisseurs privés désormais prêts à financer des applications concrètes liées à la défense, à la navigation et à l'espace. [AFR](#)

IFM conteste la valorisation d'Atlas Arteria

Le fonds australien IFM Investors critique le rapport de l'expert indépendant Kroll dans le cadre de son offre de rachat sur Atlas Arteria, opérateur de routes à péage coté à l'ASX. Selon IFM, les hypothèses utilisées par Kroll sont "déraisonnables" et surestiment fortement la valeur du groupe. Kroll a estimé Atlas Arteria entre 5,39 et 6,20 dollars australiens par action, contre une offre IFM comprise entre 4,75 et 5,10 dollars. L'expert a conclu que l'offre n'était "ni juste ni raisonnable" pour les actionnaires minoritaires. IFM, déjà actionnaire à environ 35 %, affirme au contraire que les perspectives de croissance avancées par Atlas Arteria sont trop optimistes, notamment concernant ses actifs autoroutiers aux États-Unis et en Europe. Le fonds défend son offre comme une opportunité de sécuriser immédiatement une valeur en cash dans un environnement économique incertain. Le dossier est particulièrement suivi en raison de la qualité des infrastructures détenues par Atlas Arteria, notamment le Chicago Skyway aux États-Unis, considéré comme un actif stratégique à long terme. Cette bataille illustre l'importance croissante des actifs d'infrastructures dans les stratégies des grands fonds : IFM tente de renforcer son contrôle sur des concessions rentables, tandis qu'Atlas Arteria cherche à convaincre les investisseurs que ses actifs valent bien davantage que l'offre actuelle. [AFR](#)

Fortes baisses des surfaces et productions australiennes de grandes cultures en 2026-27

En raison de prévisions climatiques plus sèches dues à un possible retour d'El Nino, et de la hausse de coûts des intrants, les surfaces et les productions de grandes cultures en Australie devraient baisser pour la saison 2026-27. Rabobank prévoit un prix du baril de pétrole à 120 USD dans les prochains mois, avec des prix du diesel supérieurs de 35 % et de l'urée de 70 % à leur niveau d'avant-conflit. L'entreprise anticipe une baisse de 8% des surfaces de cultures d'hiver (23,1 Mha), particulièrement marquée dans le Queensland (1,06 Mha, -34,8%) et le New South Wales (4,82 Mha, -29,2%). La surface de blé baisserait de 20,4% et la récolte de 41% à 21 Mt. Le Département fédéral de l'agriculture (DAFF-ABARES) prévoit quant à lui que la récolte totale de grandes cultures d'hiver baisserait de 21% (à 54,5 Mt), et celle d'été de 15% (à 4,4 Mt). Sur l'année 2026-27, la valeur de production des grandes cultures baisserait de 4,5 Md AUD pour s'établir à 50,9 Md AUD. [ABARES](#), [Grain Central](#), [Grain Central](#), [ABC](#)

Les deux géants de la grande distribution contrôlés pour promotions trompeuses

La Cour fédérale, saisie par l'Autorité de la concurrence (ACCC), a établi que Coles, n°2 de la grande distribution en Australie avec environ 29% de parts de marché, aurait induit les consommateurs en erreur dans le cadre de promotions portant sur 245 produits. Selon la Cour, ces produits n'auraient pas été positionnés à des prix plus élevés pendant des périodes suffisamment longues avant d'être mis en promotion (12 semaines minimum), au titre de la campagne « Down Down ». L'ACCC envisage une action similaire contre Woolworths, le n°1 de la grande distribution en Australie avec 38% de parts de marché, plus tard dans l'année. [ABC](#)

Une feuille de route pour la transition énergétique de l'agriculture australienne

L'organisation de recherche Agrifutures a publié une feuille de route reposant sur une analyse des solutions disponibles, des freins à leur adoption et des critères de décision des exploitants agricoles en matière de transition énergétique. Le rapport envisage un avenir reposant sur un mix énergétique associant électricité (irrigation, bâtiments agricoles, transformation des produits...) et carburants liquides (engins lourds, transport, foresterie, pêche...). Il souligne que les conditions nécessaires à une transition à grande échelle ne sont pas encore réunies, notamment en matière d'infrastructures, de politiques publiques et de disponibilité de la main-d'œuvre. Dans ce contexte, les producteurs agricoles continuent d'assumer l'essentiel de la complexité liée à leurs projets énergétiques. Le rapport plaide enfin pour une coopération renforcée entre les filières agricoles, les pouvoirs publics et les acteurs du secteur de l'énergie. [Agrifutures](#)

Inventaire national des émissions de gaz à effet de serre pour le trimestre décembre 2025

Les émissions australiennes de gaz à effet de serre sont estimées à 111,3Mt éq-CO₂, au quatrième trimestre 2025, soit une baisse de 2 % par rapport à la même période en 2024. Sur l'ensemble de l'année, les émissions nationales atteignent 458,9Mt éq-CO₂, en recul de 2,0 % par rapport à 2024. Cette diminution s'explique principalement par la poursuite de la décarbonation de la production d'électricité, dont les émissions ont diminué de 4 % en un an. Cette évolution est notamment attribuée au déploiement de batteries résidentielles et à des conditions météorologiques favorables ayant soutenu la production d'énergies renouvelables. La baisse des émissions est également portée par le recul des émissions diffuses (-5,2 % par rapport à 2024), c'est à dire des émissions qui ne peuvent être captées à leur source, comme certaines émissions issues de l'agriculture ou de procédés industriels. Les émissions du secteur des transports ont également diminué (-0,6 %). A l'inverse, les émissions du secteur industriel ont augmenté de 3 % par rapport à 2024, rompant avec la tendance baissière observée depuis 2019. Dans le cadre de l'Accord de Paris, l'Australie s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 43 % d'ici 2030 par rapport à leur niveau de 2005 (626,8 Mt éq-CO₂). Malgré les progrès enregistrés, le pays doit encore réduire ses émissions d'environ 101,6Mt éq-CO₂, soit 22 % du niveau actuel, pour atteindre son objectif de 2030. [DCCEEW](#), [DCCEEW](#)

Un regain des investissements dans l'énergie solaire australienne

L'année 2026 devrait marquer un record pour le développement de l'énergie solaire en Australie, avec davantage de nouvelles fermes solaires mises en service que lors de toute autre année précédente. Cette dynamique est portée par les investissements de grands groupes miniers tels que Fortescue et Rio Tinto, ainsi que par la baisse du coût des batteries de stockage. Ces dernières accompagnent désormais près de 95 % des 2,6 GW de projets solaires attendus en 2026, contribuant à renforcer la stabilité du réseau électrique. Le potentiel de croissance du secteur demeure important. En effet, près de 10 GW de capacités solaires supplémentaires ont déjà été retenus dans le cadre du programme gouvernemental Capacity Investment Scheme, bien que leur construction n'ait pas encore commencé. Cette reprise constitue une avancée notable pour le ministre de l'Energie, Chris Bowen, qui cherchait depuis plusieurs années à relancer les investissements dans la transition énergétique après une période de ralentissement. A l'inverse, le secteur éolien continue de faire face à des difficultés importantes, notamment en raison de la forte hausse des coûts de construction – qui auraient doublé depuis 2019 – et de retards dans le développement des infrastructures nécessaires à son déploiement. [AFR](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Stopper les projets d'infrastructures coûte des milliards à la Nouvelle-Zélande, selon un rapport

Un nouveau rapport met en évidence le coût élevé des projets d'infrastructures annulés ou retardés en Nouvelle-Zélande, estimant que ces décisions ont déjà coûté des milliards de dollars à l'économie. Les pertes proviendraient à la fois des dépenses déjà engagées sur des projets stoppés et des surcoûts liés à la reprise ou à la replanification de nouvelles solutions. L'étude souligne que les arrêts de projets entraînent des effets en chaîne : gaspillage des investissements initiaux, perte de temps administratif, hausse des coûts de construction futurs et baisse de confiance des investisseurs. Elle insiste aussi sur l'absence de cadre uniforme pour évaluer les bénéfices réels des projets avant leur lancement ou leur abandon. Plus largement, le débat en Nouvelle-Zélande porte sur un problème structurel : un historique de sous-investissement et de planification insuffisante, combiné à des décisions politiques parfois réversibles, qui génèrent de l'inefficacité et un manque de continuité dans les grands projets publics. Les experts interrogés dans le rapport appellent à renforcer l'évaluation coût-bénéfice et la transparence des décisions afin de limiter les annulations tardives et améliorer la discipline dans la sélection des projets. Ce type de conclusion met en lumière un paradoxe fréquent en politique d'infrastructures : tenter d'économiser en annulant des projets peut, en réalité, coûter plus cher à long terme si les décisions ne sont pas accompagnées d'une planification robuste et cohérente. [NZ Herald](#)

Une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz pourrait coûter jusqu'à 1 % du PIB

Selon une analyse d'EY, une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz, par lequel transite près de 20 % du pétrole mondial, entraînerait un ralentissement de l'économie néo-zélandaise sans provoquer de récession marquée. Dans le scénario le plus sévère, marqué par une perturbation des approvisionnements pétroliers jusqu'à la fin de l'année, la perte économique atteindrait environ 2,9 Md NZD soit environ 1 % du PIB et près de 20 900 emplois équivalent temps plein seraient temporairement affectés. Dans des scénarios plus modérés, les pertes de PIB seraient comprises entre 1 Md NZD (0,4 % du PIB) et 1,8 Md NZD (0,6 % du PIB). Les secteurs les plus exposés seraient les transports, la construction, la pêche et l'agriculture, via la hausse des coûts de l'énergie, du fret et des intrants. Le choc pétrolier constituerait un frein significatif à la croissance, mais son ampleur resterait inférieure à celle observée lors de la récession de 2024. [RNZ](#), [NBR](#)

L'essor des data centers IA vu comme un levier de développement régional en Nouvelle-Zélande

Un promoteur de projets d'infrastructures numériques affirme que le développement de data centers dédiés à l'intelligence artificielle pourrait générer des bénéfices économiques

significatifs pour les régions néo-zélandaises. Ces installations, très énergivores, sont présentées comme un moyen d'attirer des investissements étrangers massifs et de créer de nouvelles activités économiques locales. Selon les défenseurs de ces projets, ces data centers peuvent stimuler la croissance via la construction, l'emploi technique et l'intégration dans des chaînes de valeur numériques mondiales. Ils s'inscrivent aussi dans une logique de transition vers une économie "digitale exportatrice", où les services informatiques remplacent progressivement certaines industries traditionnelles. Cela s'inscrit également dans une tendance plus large : la Nouvelle-Zélande cherche à se positionner comme hub attractif pour l'IA et le cloud, en s'appuyant sur son électricité renouvelable et ses conditions climatiques favorables au refroidissement des infrastructures. Cependant, ces projets suscitent des débats sur la répartition réelle des bénéfices. Plusieurs analyses soulignent que la valeur ajoutée peut être largement captée par des entreprises étrangères, tandis que les coûts (énergie, pression sur les réseaux, eau) sont supportés localement. Il existe donc un paradoxe classique autour des infrastructures numériques : promesse de développement régional et d'emplois d'un côté, mais risque de dépendance et de capture de valeur par des acteurs globaux de l'autre. [RNZ](#)

Le gouvernement renforce la protection des variétés végétales

Les ministres chargés de l'agriculture et du commerce ont annoncé une réforme du système de protection des variétés végétales (*Plant Variety Rights Act 2022*). Deux mesures principales ont été dévoilées : l'allongement de la durée de protection des variétés et la mise en place d'une protection provisoire dès le dépôt de la demande, sans attendre la validation définitive de l'enregistrement. La coopérative Zespri, dont 75 % des revenus à l'exportation proviennent de variétés protégées, a salué cette annonce. [Beehive](#), [Zespri](#)

Le gouvernement simplifie l'enregistrement des nouveaux intrants agrochimiques

Le ministre chargé de la sécurité sanitaire de l'alimentation a annoncé l'introduction au Parlement, le 11 mai, d'un projet de réforme de la législation encadrant l'autorisation de mise sur le marché des intrants agrochimiques (Agricultural Compounds and Veterinary Medicines). Cette réforme vise à accélérer et faciliter l'accès des producteurs agricoles à de nouveaux intrants, grâce à une simplification des procédures d'homologation. Parmi les principales mesures envisagées figure un recours accru aux évaluations de risques réalisées par des autorités réglementaires reconnues à l'international, afin de réduire les délais d'approbation. [Beehive](#)

Budget 2026 : Aucun financement prévu pour atteindre les objectifs climatiques internationaux

Le budget 2026 ne prévoit aucun financement destiné à permettre à la Nouvelle-Zélande de respecter ses engagements climatiques pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Cette absence de financement intervient malgré les avertissements du Trésor, qui estime que des achats

massifs de crédits carbone à l'étranger seront probablement nécessaires pour atteindre l'objectif national de réduction des émissions d'ici 2030. Selon la dernière analyse du ministère de l'Environnement, même avec un renforcement des politiques climatiques nationales, le pays dépasserait encore son objectif de 2030 de 84 millions de tonnes équivalent CO2 sans recours à des crédits carbone offshore. Le Trésor avait déjà alerté le gouvernement sur le coût potentiel de ces achats, estimé entre 3 et 24 Mds NZD dans une étude réalisée en 2023 pour le précédent gouvernement. Pourtant, le budget 2026 ne mentionne aucune stratégie de financement dédiée, l'exécutif soulignant qu'aucune obligation légale n'impose d'atteindre cet objectif d'émissions. La ministre des Finances, Nicola Willis, a déclaré qu'il n'était pas dans l'intérêt du pays « d'envoyer des milliards de dollars à l'étranger » pour acheter des crédits carbonés. L'absence de stratégie budgétaire claire pour financer la transition climatique fragilise également les prévisions économiques du pays, le Trésor estimant ne pas être en mesure d'évaluer précisément les coûts futurs liés aux émissions. Une difficulté déjà rencontrée par les gouvernements précédents. [RNZ](#)

PACIFIQUE

Avertissement sur le coût économique de la montée des eaux aux Fidji

La Ministre pour l'environnement et le changement climatique a annoncé récemment que, sans actions majeures, la montée des eaux pourrait coûter jusqu'à 2,6 % (370 M FJD à 390 M FJD) du PIB du pays par an. Les relevés montrent que le niveau de la mer a augmenté d'environ 20 à 25 centimètres depuis 1900, et le rythme de cette augmentation s'accélère. Le secrétaire général du Forum des îles du Pacifique, Baron Waqa, a confirmé que le Secrétariat collaborait avec les gouvernements de la région et les organisations de lutte contre le changement climatique afin de mettre en place des cadres et des mécanismes permettant de faire face à ces menaces. [FBC](#)

Fidji : les prix des carburants atteignent des niveaux record

Les autorités de régulation ont annoncé une nouvelle hausse des prix des carburants et du gaz de pétrole liquéfié (GPL), atteignant des niveaux historiquement élevés, sous l'effet de la hausse des cours internationaux, des coûts de fret et des tensions sur les marchés mondiaux de l'énergie. Les prix de l'essence augmentent d'environ 0,8 FJD par litre soit 3,93 FJD par litre, celui du diesel de 0,76 FJD par litre, tandis que le GPL enregistre des hausses significatives, dans certains cas supérieurs à 20 % selon les formats de bouteilles. La Fijian Competition and Consumer Commission (FCCC) indique que ces niveaux constituent les plus élevés jamais enregistrés malgré des ajustements visant à en limiter l'impact sur les ménages. [FBC](#), [FijiVillage](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
		2025	2025	2025	2026 (p)	2027 (p)	2025	2025			
Australie	27,7 (T3 2025)	1 840	66 352	2,0	2,0	1,7	-2,6	51,0	4,3 (Mars-26)	4,35 (Mai-26)	4,2 (Avril-26)
Nouvelle-Zélande	5,3 (T4 2025)	259	48 621	-0,6	0,2	2,2	-3,7	54,7	5,3 (Mai-26)	2,25 (Mai-26)	3,1 (Mars-26)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab (USD)	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dette publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025 (p)	2026 (p)	2024	2024	2025	2024
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,5	31,9	2 548	3,8	4,7	3,5	15,2	53,7	160	0,7
Fidji	0,9	6,0	6 466	3,5	3,2	3,1	-7,8	79,1	111	1,3
Îles Salomon	0,8	1,8	2 271	2,5	2,7	2,8	-3,7	22,1	156	5,6
Vanuatu	0,3	1,1	3 159	0,9	1,7	2,8	-15,4	45,3	146	-0,7
Samoa	0,2	1,2	5 573	4,6	2,7	3,2	4,4	25,2	122	0,8
Kiribati	0,1	0,3	2 425	5,3	3,9	3,2	-19,3	9,9	140	2,9
Tonga	0,1	0,6	5 636	2,1	2,7	2,3	-3,8	37,0	92	6,4
Micronésie	0,1	0,5	4 958	0,7	1,0	1,4	1,1	10,9	149	3,0
Îles Marshall	0,04	0,3	7 395	3,0	2,5	4,1	14,0	13,2	108	5,7
Palaos	0,02	0,3	17 889	12,0	4,5	3,3	-22,2	66,3	84	2,3
Nauru	0,01	0,2	13 500	1,6	2,1	1,9	6,2	17,4	124	12,3
Tuvalu	0,01	0,1	5 600	3,1	3,0	2,6	7,3	7,0	129	4,5

Sources: FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Événements à venir			
Auckland	4 juin	FNZCCI Gala 2026 – fête de la musique	Plus d'informations
Sydney	17 juin	Climate Talk – The ocean opportunity – French and German Embassy & AFRAN	Plus d'informations : n'hésitez pas à nous contacter
Adelaïde	25 juin	AI Micro-training series – 3rd session - FACCI	Plus d'informations

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, [inscrivez-vous en cliquant ici](#).

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra
6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE
Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)